

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,  
OECD Publications Service,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,  
Service des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

# VI. TENDANCES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER DANS LES PAYS DE L'OCDE

## Introduction

### *L'investissement direct étranger a des effets bénéfiques sur l'économie*

L'investissement direct étranger (encadré VI.1) est considéré comme un important moteur de la croissance économique dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2002a, 2002b). En effet, l'internationalisation de la production permet de mieux exploiter les avantages des entreprises et des pays, d'intensifier les pressions concurrentielles sur les marchés de l'OCDE et de stimuler le transfert de technologie et l'innovation. En conséquence, il est largement reconnu que l'action des pouvoirs publics devrait viser à atténuer ou éliminer les entraves à l'investissement direct étranger (IDE) dans la mesure où cela ne contrarie pas d'autres objectifs légitimes.

Ce numéro des *Perspectives économiques* explore plusieurs aspects importants de l'IDE dans les pays de l'OCDE. Le présent chapitre passe en revue les tendances et configurations récentes de l'IDE et l'activité connexe des filiales étrangères. Suivent des chapitres consacrés aux réglementations restreignant la prise de contrôle d'entreprises par des intérêts étrangers et à l'impact quantitatif sur l'IDE de divers facteurs liés ou non aux mesures gouvernementales.

### Encadré VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données

L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital.

L'activité dans le domaine de l'IDE peut être mesurée de deux façons différentes : les flux et stocks d'investissements financiers, et l'activité « réelle » des filiales étrangères dans les pays d'accueil. Les données financières sur l'IDE sont compilées en fonction des concepts utilisés pour les statistiques de la balance des paiements (flux) et de la position d'investissement international (stocks) (OCDE, 2001a). Les informations sur l'activité des filiales étrangères sont recueillies par le biais d'enquêtes nationales sur plusieurs aspects de l'activité des entreprises, et compilées par

l'OCDE (OCDE, 2001b). L'éventail des pays, des branches d'activité et des périodes couverts par ces données est encore limité. La couverture des deux indicateurs n'est pas la même parce que les flux et les stocks d'IDE impliquent, par convention, la propriété de 10 pour cent ou plus des actions ou droits de vote d'une entreprise, tandis que les données sur les activités des filiales étrangères n'incluent que les entreprises où la participation étrangère atteint 50 pour cent ou plus.

Les données financières sont plus largement disponibles, mais elles souffrent de divers problèmes de mesure. Ainsi, les flux bilatéraux d'IDE déclarés ne reflètent pas toujours fidèlement les profils d'internationalisation, car la première destination (par pays ou par branche) n'est pas toujours la destination finale, étant donné le rôle des intermédiaires financiers sous contrôle étranger dans les pays d'accueil (Borga et Mataloni, 2001). De plus, en dépit des progrès considérables réalisés dans l'harmonisation des définitions et des méthodes de collecte des données, il subsiste quelques disparités d'un pays à l'autre : tandis qu'une majorité de pays notifient les positions d'investissement sur la base des valeurs comptables, d'autres les mesurent en fonction des valeurs du marché.

## Profil de l'IDE

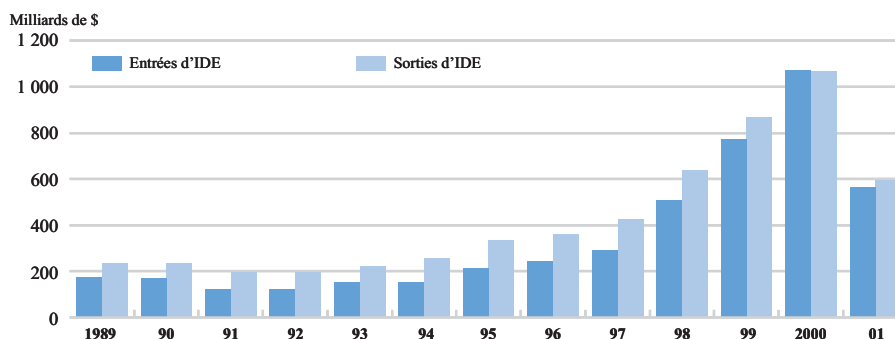
*L'investissement direct étranger a fortement augmenté à la fin des années 90...*

Les flux d'IDE sont restés relativement stables durant la plus grande partie des années 90, ils ont augmenté sensiblement vers la fin de la décennie<sup>1</sup>, et ont reculé quelque peu en 2001 – tout en se maintenant à des niveaux quasiment triples de ceux du début de la décennie 90 (graphique VI.1). L'internationalisation de la production s'est donc nettement intensifiée durant les années 90, si bien que le stock réel moyen d'IDE en provenance de l'étranger dans les pays de l'OCDE (mesuré à parités de pouvoir d'achat constantes de 1996) a pratiquement doublé pour passer de 81 à 158 milliards de dollars des États-Unis au cours de la période 1990-2000. Le net ralentissement des flux au début de la nouvelle décennie exprime essentiellement une correction vers des niveaux soutenables et non un renversement de tendance, et la propriété transfrontalière des actifs continue de gagner en importance, reflétant le rôle considérable des entreprises multinationales dans l'économie mondiale.

*... principalement sous la forme de fusions et acquisitions dans les pays développés*

En 2000, les pays de l'OCDE représentaient plus de 80 pour cent de l'IDE mondial à l'étranger, l'essentiel de cette activité consistant en fusions et acquisitions (y compris les opérations de privatisation) d'entreprises existantes (OCDE, 2002c), par opposition aux investissements de création<sup>2</sup>. En 1998, les États-Unis et les pays de l'Union européenne détenaient plus des trois quarts des stocks totaux d'IDE de la zone OCDE en provenance et à destination de l'étranger (graphique VI.2). Parmi les pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France étaient les plus gros fournisseurs et destinataires. Les Pays-Bas étaient un autre investisseur majeur, tandis que l'Union économique belgo-luxembourgeoise représentait un hôte relativement important pour les entreprises étrangères<sup>3</sup>.

Graphique VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE<sup>1</sup>

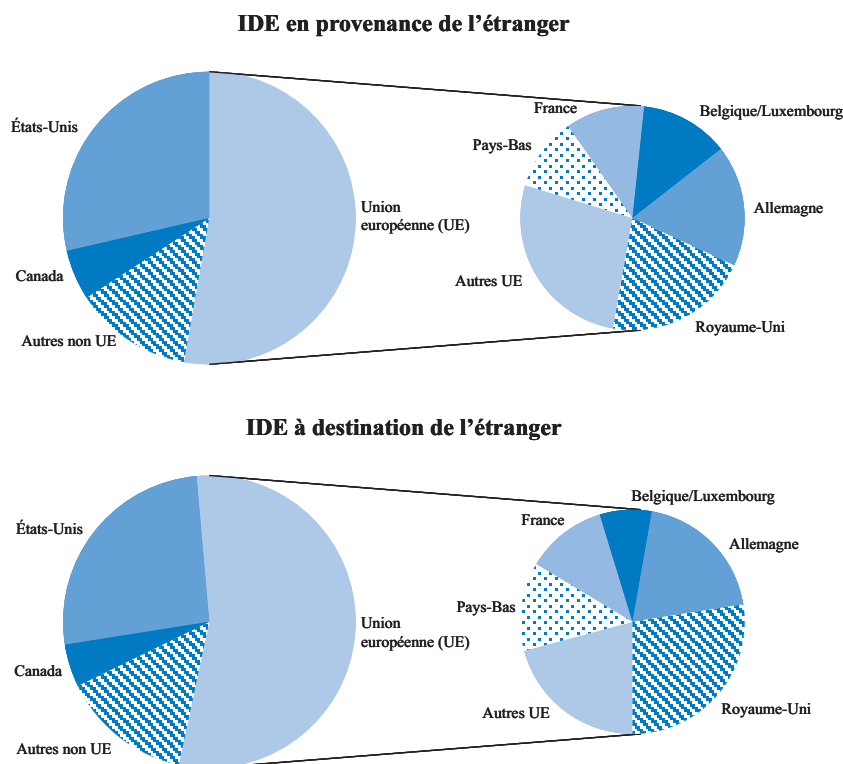


1. Données non corrigées pour les ruptures de séries.

Source : OCDE.

1. Le pic de l'IDE a coïncidé avec la flambée des prix des actions à la fin des années 90 et semble donc refléter pour une large part un simple phénomène de valorisation.
2. L'investissement de création s'est avéré très important pour les nouveaux membres de l'OCDE appartenant à l'Europe centrale, mais la valeur de ces investissements est faible en comparaison de la masse totale des investissements de la zone OCDE.
3. Jusqu'en 2002, les données pour la Belgique et le Luxembourg n'ont été recueillies qu'au niveau de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Graphique VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998<sup>1</sup>



1. Graphiques établis d'après des données bilatérales. Étant donné que la méthode utilisée pour évaluer les stocks d'IDE varie d'un pays à l'autre, les parts correspondantes sont sous-estimées pour les pays qui déclarent des valeurs comptables (ex. : États-Unis).

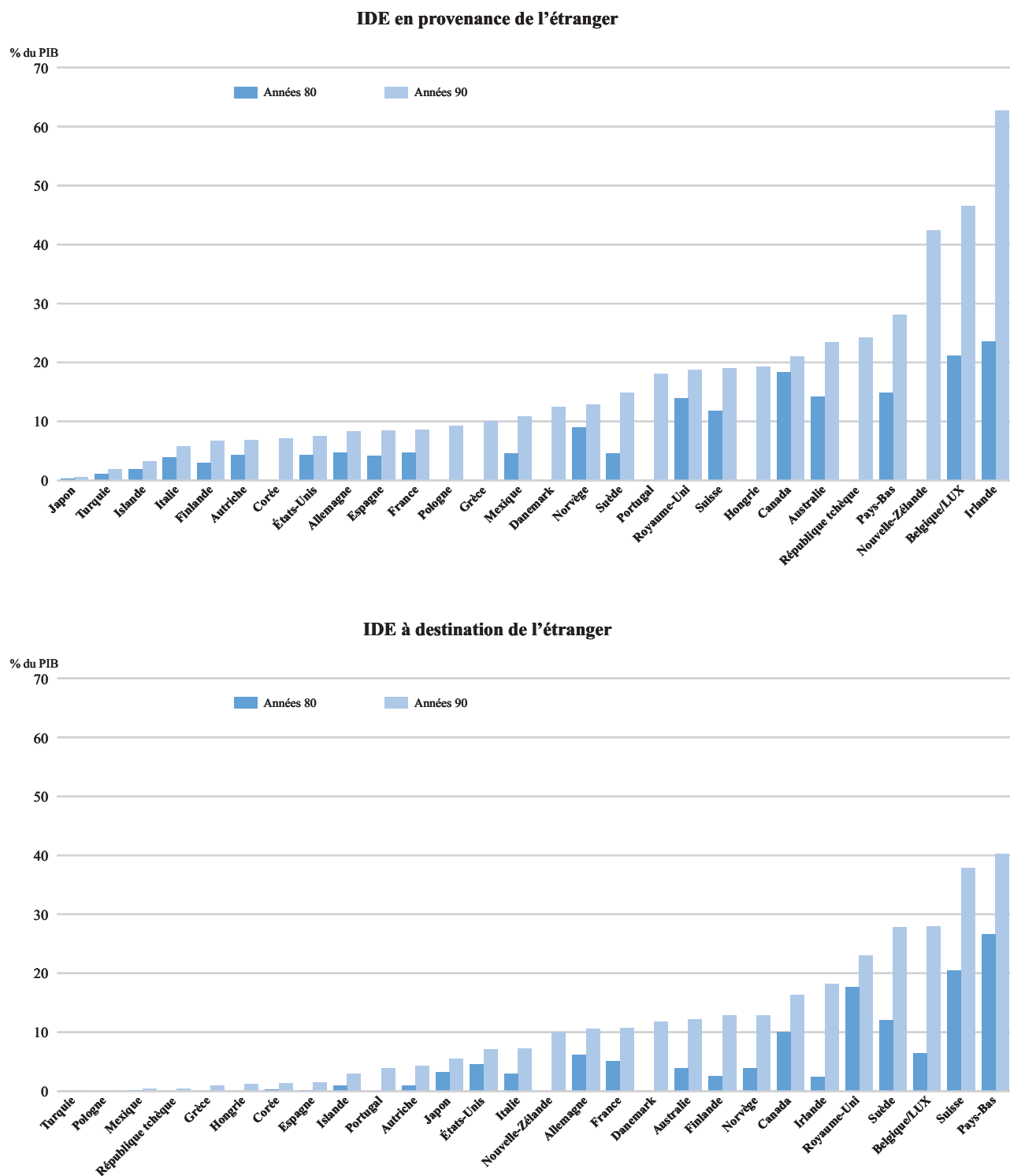
Source : OCDE.

Au cours des années 90, les stocks d'IDE ont augmenté sensiblement plus vite que le PIB dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE (graphique VI.3). Rapporté à la taille de l'économie, l'IDE est particulièrement élevé dans les petits pays, comme en témoignent les stocks de sorties des Pays-Bas et de la Suisse et les stocks d'entrées de l'Irlande, de la Belgique/Luxembourg et de la Nouvelle-Zélande. Chez les nouveaux Membres de l'OCDE, seul l'IDE en provenance de l'étranger joue un rôle important dans l'économie, tandis qu'au Japon les sorties d'IDE sont très supérieures aux entrées.

*L'investissement direct étranger rapporté au PIB varie d'un pays à l'autre...*

Les profils de l'IDE total réalisé ou reçu par les pays de l'OCDE masquent de fortes différences concernant l'ampleur des relations bilatérales d'IDE. En 1998 (dernière année pour laquelle les données bilatérales sont raisonnablement complètes), le nombre des partenaires d'accueil variait suivant les pays investisseurs, de moins de 10 pour la Hongrie et la Turquie à plus de 20 pour de nombreux pays de l'Union européenne, pour les États-Unis et pour le Canada. De surcroît, si beaucoup de pays tendaient à répartir uniformément leur IDE entre leurs partenaires, certains (notamment le Canada, la Corée, le Danemark et le Royaume-Uni) concentraient leurs investissements sur un faible nombre de pays hôtes. De même, dans certains pays d'accueil (Autriche, Canada, Royaume-Uni et Mexique) l'IDE provient pour l'essentiel d'un petit nombre de pays investisseurs.

*... de même que les profils bilatéraux...*

Graphique VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90<sup>1</sup>

1. Moyenne des deux périodes. Pour les pays où les stocks d'IDE ne sont pas disponibles, les valeurs de leurs stocks bilatéraux fournies par leurs partenaires de la zone OCDE ont été additionnées afin d'avoir une mesure approximative des stocks multilatéraux d'IDE.

Source : OCDE.

*... les facteurs géographiques et l'ouverture jouant un rôle important*

Les facteurs d'ouverture et de proximité expliquent probablement certains de ces schémas. Une proportion notable de l'IDE dans la zone OCDE a lieu entre des pays liés par des accords commerciaux régionaux et entre des pays géographiquement proches. Ainsi, la plupart des pays européens accueillent en général un montant relativement plus élevé d'IDE provenant des pays de l'Union européenne que d'ailleurs<sup>4</sup>, tandis qu'au Canada et au Mexique l'IDE provient dans une large mesure des États-Unis. De même, les pays riverains du Pacifique tendent à accueillir davantage d'IDE en provenance des États-Unis et/ou du Japon que des autres pays de l'OCDE<sup>5</sup>.

*Les activités des filiales étrangères se concentrent dans quelques branches*

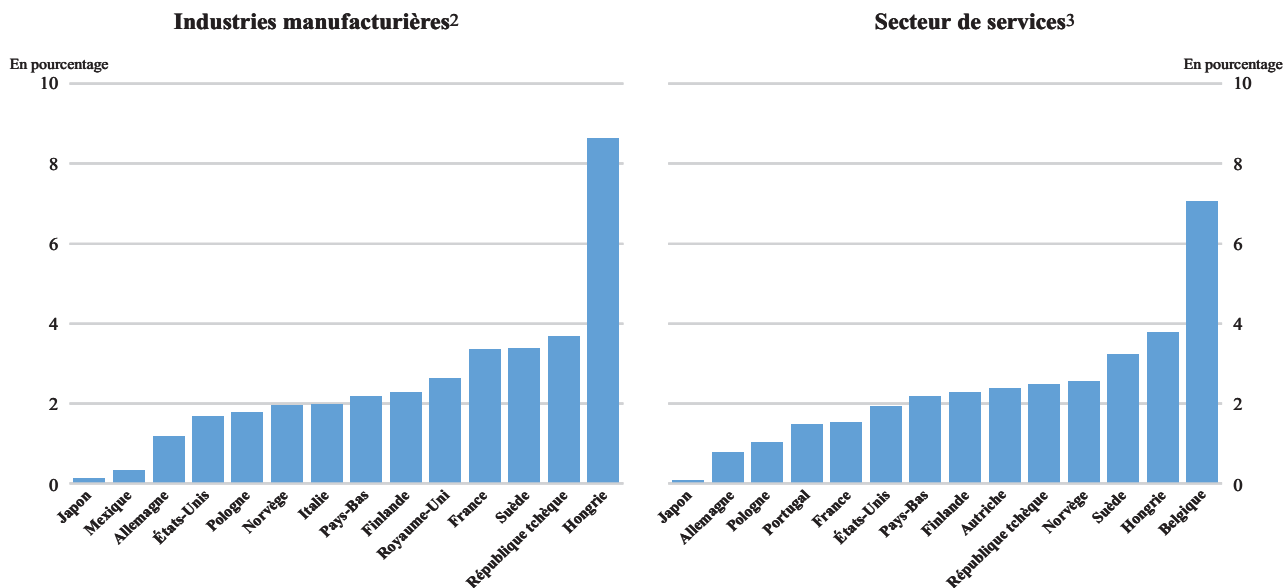
La part de l'activité économique représentée par les filiales étrangères dans les pays d'accueil (et dans chaque branche) donne une bonne idée du degré effectif d'internationalisation de la production dans la zone OCDE. Les données sur les filiales étrangères sont fragmentaires, mais l'information disponible laisse à penser que la poussée des flux d'IDE observée à la fin des années 90 s'est accompagnée d'une augmentation significative de l'activité des filiales étrangères dans la zone (OCDE, 2002c). Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles pour la fin des années 90, l'emploi dans les filiales étrangères représentait généralement 1 à 4 pour cent de l'emploi total du secteur des entreprises (graphique VI.4)<sup>6</sup>. Faisaient exception la Hongrie et la Belgique, où la part des filiales étrangères était beaucoup plus élevée respectivement dans les industries manufacturières et les services, et, à l'autre extrême, le Japon, où leur présence était particulièrement faible dans ces deux secteurs.

Si l'on examine de plus près la distribution sectorielle des filiales étrangères, on constate que leur activité tend à se concentrer dans quelques branches (graphique VI.5)<sup>7</sup>. En ce qui concerne les industries manufacturières, la présence des filiales étrangères (mesurée par les parts d'emploi sectoriel) est particulièrement forte dans les industries produisant des équipements TIC, des produits pétroliers, des produits chimiques et des véhicules automobiles. Apparemment, ces activités se caractérisent par des économies d'échelle relativement élevées, la possibilité de transférer et d'exploiter localement le savoir spécifique de l'entreprise mère<sup>8</sup> et, pour certaines, la possibilité de fragmenter la production en plusieurs étapes. S'agissant du secteur non manufacturier, la présence étrangère est particulièrement forte dans les activités où la proximité des marchés locaux est une condition particulièrement importante pour fournir les produits : c'est le cas de la distribution, suivie d'assez loin par les services aux entreprises et l'hôtellerie et la restauration (c'est-à-dire le tourisme)<sup>9</sup>. Dans d'autres branches, la relative faiblesse du niveau d'internationalisation est sans doute partiellement liée à l'absence

- 
4. Du reste, ce phénomène de « spécialisation » s'est accentué au fil du temps, le programme de marché unique et l'union économique et monétaire ayant accéléré l'intégration des pays de l'Union européenne.
  5. La forte variation des flux et stocks bilatéraux d'IDE ne saurait s'expliquer uniquement par ces facteurs, si l'on en juge par les contre-exemples de l'Irlande et du Royaume-Uni, dont les stocks bilatéraux d'IDE vis-à-vis des États-Unis sont au moins aussi importants (en pourcentage du PIB) que ceux vis-à-vis des autres pays de l'Union européenne.
  6. Les parts sont calculées par rapport à l'emploi total du secteur des entreprises pour tenir compte du manque de cohérence possible des méthodes de classification des filiales étrangères et des entreprises nationales d'une branche d'activité à l'autre (voir l'encadré VI.1).
  7. Le graphique VI.5 indique des parts d'emploi plus élevées que le graphique VI.4, car l'emploi y est rapporté à l'emploi sectoriel et non à l'emploi total du secteur des entreprises.
  8. Techniquement, il s'agit d'exploiter les économies d'échelle « au niveau de l'entreprise », qui apparaissent quand un intrant commun (connaissances dans un domaine spécifique) peut être utilisé de manière non concurrente par l'entreprise mère et par ses filiales étrangères.
  9. L'IDE comptabilisé dans les secteurs de services représente une part croissante des flux totaux d'IDE, estimée aux alentours de 65 pour cent à la fin des années 90 (OCDE, 2002c). Il s'agit probablement d'une évaluation trop modeste de la part véritable, car certaines entreprises sont encore classées comme appartenant au secteur manufacturier alors qu'elles fournissent de plus en plus de services.

Graphique VI.4. **Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90<sup>1</sup>**

Emploi dans les activités des filiales étrangères en pourcentage de l'emploi du secteur des entreprises



1. Les activités des filiales étrangères sont classées par industries selon l'activité principale de la filiale. Moyennes des années disponibles. Les pays concernés sont différents dans les industries manufacturières et dans le secteur de services.

2. L'emploi dans les filiales des industries manufacturières est un agrégat correspondant au total du secteur manufacturier (CITI rév. 3).

3. L'emploi dans les filiales du secteur de services est un agrégat correspondant au total du secteur de services (CITI rév. 3).

Source : OCDE.

d'économies d'échelle et de possibilités de fragmenter la production, ou au fait que ces branches ont été traditionnellement protégées par les gouvernements nationaux contre les prises de participation étrangères (voir au chapitre VII).

## Investissement direct étranger et échanges

*L'investissement direct étranger est corrélé positivement aux flux commerciaux...*

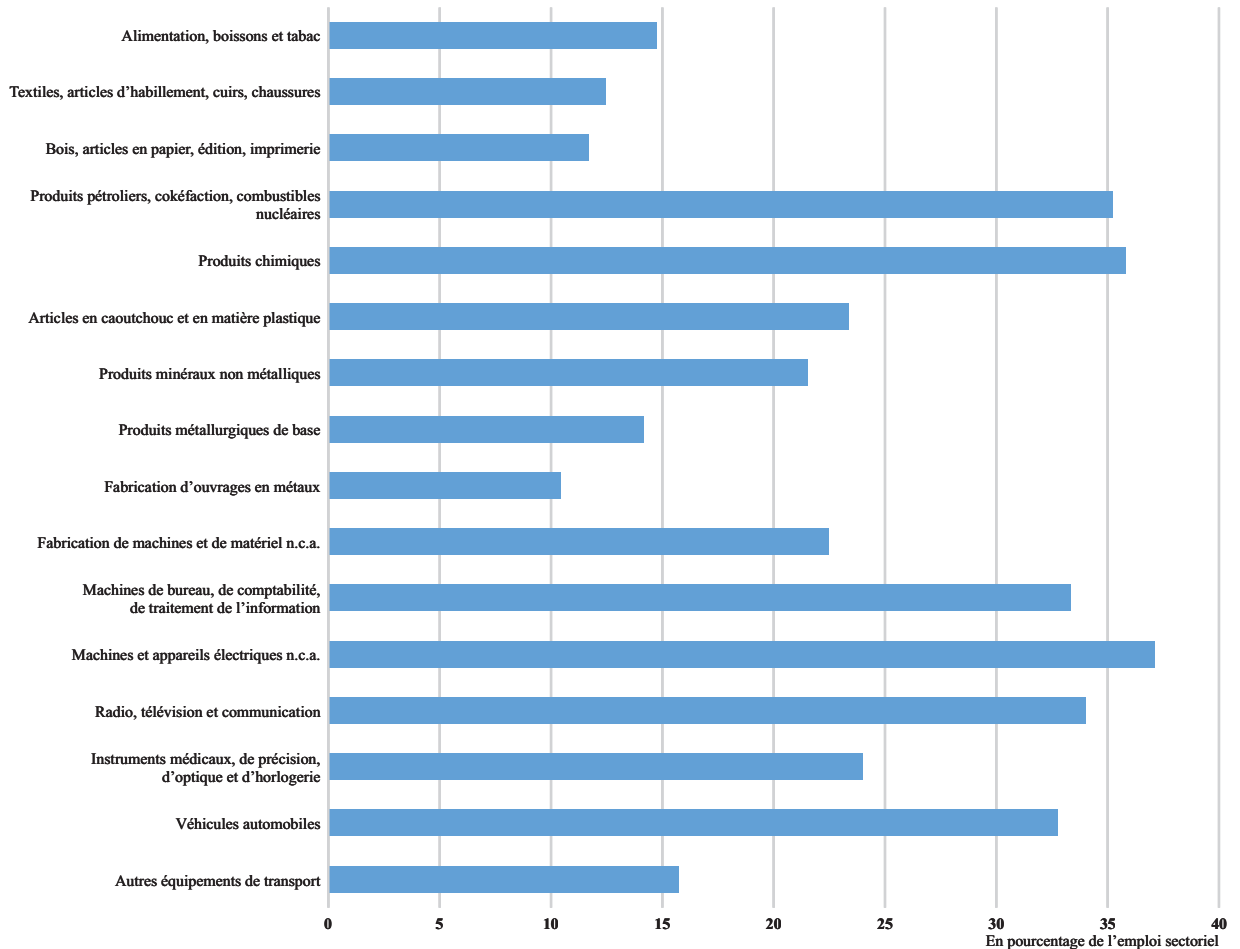
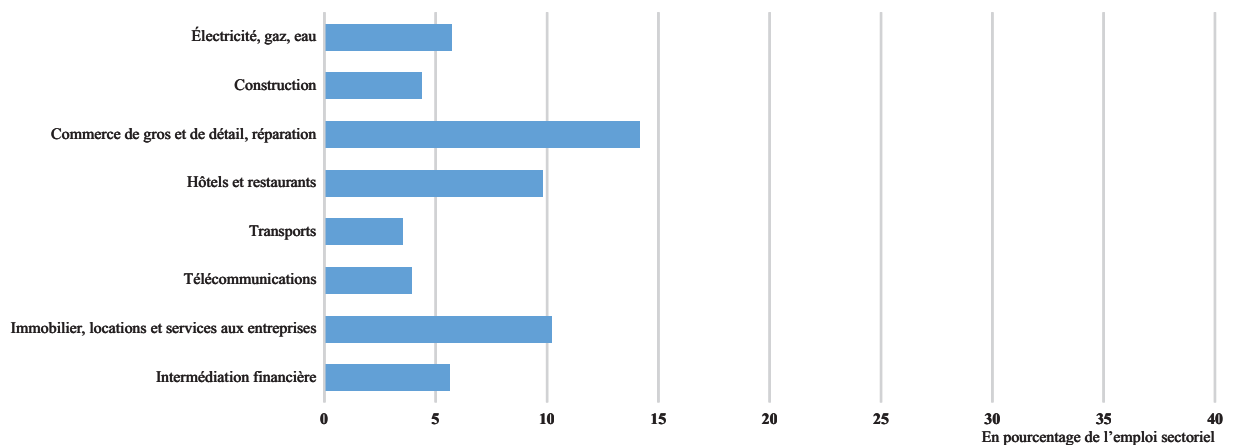
L'interdépendance croissante des économies de l'OCDE s'est manifestée, non seulement par la progression de l'IDE au cours des deux décennies écoulées mais aussi par une expansion parallèle du commerce extérieur. Ces deux phénomènes paraissent étroitement liés<sup>10</sup> : tous deux semblent au moins partiellement affectés par des facteurs liés à la distance, à la situation géographique et à la taille de l'économie (pour l'IDE, voir au chapitre VIII) et de surcroît ils exercent l'un sur l'autre une influence significative.

*... mais les relations sous-jacentes sont complexes*

Les relations entre l'investissement direct étranger et le commerce extérieur au niveau de l'entreprise ou de la branche varient suivant que l'activité d'IDE est un substitut ou un complément de l'activité d'exportation (encadré VI.2). Dans les

10. La corrélation entre diverses mesures du commerce extérieur et des flux et stocks d'investissement direct étranger est significativement positive (Nicoletti *et al.*, 2003).

## Graphique VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs

Moyenne OCDE, années 90<sup>1</sup>A. Industries manufacturières<sup>2</sup>B. Industries non manufacturières<sup>2</sup>

1. Moyenne simple. Les données concernent 19 pays de l'OCDE. Les années et les secteurs disponibles diffèrent selon les pays.

2. Les activités des filiales étrangères sont classées par industries selon l'activité principale de la filiale. L'emploi sectoriel correspond à cette classification.

Source : Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, OCDE.



### Encadré VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE

Comme l'ont souligné des recherches récentes (Markusen, 2002), l'interdépendance des échanges et de l'IDE découle du fait que la décision d'exporter ou d'investir à l'étranger pour produire localement est prise de plus en plus par la même entité, l'entreprise multinationale. Étant donné que le principal objectif des entreprises multinationales horizontales est d'accéder aux marchés étrangers, l'exportation et l'investissement à l'étranger sont deux activités substituables. Les entreprises multinationales opteront pour l'une ou l'autre en fonction de leur rendement relatif, qui dépend notamment du coût du commerce, du coût de l'IDE et des

économies d'échelle qu'elles peuvent réaliser en installant des unités de production dans les pays étrangers. À l'inverse, l'objectif des entreprises multinationales verticales est de tirer parti des avantages absolus et comparatifs d'un pays à l'autre en ouvrant des unités de production dans différents pays spécialisés dans différentes étapes de la production. Par conséquent, le commerce international et l'IDE vertical sont des activités complémentaires : les entreprises multinationales exportent normalement des composants à leurs filiales étrangères et réexportent sur le marché d'origine (ou sur d'autres marchés) les marchandises produites à l'étranger.

services, les échanges et l'IDE sont sans doute largement complémentaires, car l'établissement d'une présence commerciale à l'étranger entraîne généralement une intensification des échanges de services<sup>11</sup>. Dans le secteur manufacturier, les deux types d'IDE sont largement pratiqués. Selon des données récentes, les entreprises multinationales à structure horizontale qui cherchent à atteindre les marchés étrangers en reproduisant à l'étranger la production d'un bien final sont sans doute prédominantes dans la zone OCDE, ce qui reflète en partie la similitude croissante des coûts et dotations de facteurs parmi les pays membres (OCDE, 2002d). Toutefois, il est apparu que les stratégies des entreprises multinationales varient aussi d'un pays de l'OCDE à l'autre, les stratégies horizontales l'emportant dans quelques pays tandis que les stratégies verticales, où la production est fragmentée en étapes pour exploiter les avantages comparatifs de différents pays, ont la préférence dans d'autres. L'évolution parallèle de l'IDE et des échanges au niveau global peut refléter à la fois l'équilibre entre les stratégies horizontales et verticales à l'échelon de l'entreprise et l'influence de facteurs tiers susceptibles d'animer les deux phénomènes, notamment la hausse généralisée des niveaux de revenus. Le document OCDE (2002e) examine de plus près la relation entre commerce extérieur et IDE.

11. La présence commerciale étrangère tend à accroître les échanges bilatéraux dans les services de transport (exemple : livraison de biens à des filiales étrangères dans le secteur de la distribution), les communications (exemple : opérations sur données avec des filiales étrangères dans les secteurs des finances, des télécommunications ou du tourisme), et dans des branches similaires.

## BIBLIOGRAPHIE

BORGA, M. et R.J. MATALONI (2001), « Direct investment positions for 2000: country and industry detail », *Survey of Current Business*, juillet.

MARKUSEN, J.R. (2002), *Multinational Firms and the Theory of International Trade*, Cambridge : MIT Press.

NICOLETTI, G., S. GOLUB, D. HAJKOVA, D. MIRZA et K. YOO (2003), « Policies and international integration: Influences on trade and foreign direct investment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître).

OCDE (2001a), *Annuaire des statistiques de l'investissement international : édition 1980/2000-2001*, Paris.

OCDE (2001b), *Mesurer la mondialisation : le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE : secteur manufacturier et secteur des services*, Édition 2001, Paris.

OCDE (2002a), *Foreign Direct Investment and Development: Where Do We Stand?*, Paris.

OCDE (2002b), *Foreign Direct Investment and Development: Maximising Benefits, Minimising Costs*, Paris.

OCDE (2002c), *Trends and recent developments in foreign direct investment, International Investment Perspectives*, Paris.

OCDE (2002d), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 71, Paris.

OCDE (2002e), « Étude sur la relation entre le commerce et l'investissement direct étranger », TD/TC/WP(2002)14/FINAL, Paris.

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 72, décembre 2002**

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

### **N° 68, décembre 2000**

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international  
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE  
Prix des logements et activité économique  
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

### **N° 67, juin 2000**

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels  
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE  
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique  
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles  
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

### **N° 66, décembre 1999**

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques  
La valorisation du travail  
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins  
Profil international de la réglementation des marchés de produits

### **N° 65, juin 1999**

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi  
Les défis de politique économique liés au changement climatique  
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire</b> .....	vii	
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1	
Vue d'ensemble : une reprise lente .....	1	
Nature du cycle et risques géopolitiques .....	2	
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement .....	5	
Vigueur et dynamique générale de la reprise .....	10	
Les risques baissiers dominant toujours .....	18	
Enjeux de politique macroéconomique .....	21	
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs .....	31	
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme .....	35	
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....	41	
États-Unis..... 41	Corée ..... 84	Norvège ..... 113
Japon ..... 46	Danemark ..... 87	Nouvelle-Zélande ..... 116
Allemagne ..... 51	Espagne ..... 89	Pays-Bas ..... 119
France..... 56	Finlande ..... 92	Pologne ..... 122
Italie ..... 60	Grèce ..... 95	Portugal..... 125
Royaume-Uni..... 65	Hongrie..... 98	République slovaque..... 128
Canada..... 70	Irlande..... 101	République tchèque..... 131
Australie..... 75	Islande..... 104	Suède ..... 134
Autriche..... 78	Luxembourg..... 107	Suisse ..... 137
Belgique..... 81	Mexique..... 110	Turquie..... 139
<b>III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres</b> .....	143	
Chine .....	145	
Fédération de Russie .....	146	
Brésil .....	148	
<b>IV. Après la bulle des télécommunications</b> .....	151	
Introduction.....	151	
Un retournement de situation.....	152	
Implications pour l'action des pouvoirs publics .....	160	
<b>V. Politiques structurelles et croissance</b> .....	169	
Introduction.....	169	
Tendances divergentes de la croissance .....	169	
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	172	
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain .....	180	
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique .....	186	
<b>VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....	193	
Introduction.....	193	
Profils de l'IDE .....	194	
Investissement direct étranger et échanges .....	198	
<b>VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....	203	
Introduction.....	203	
Les différents types d'obstacles à l'IDE .....	204	
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000.....	206	
La libéralisation de l'IDE depuis 1980 .....	208	

<b>VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger</b> .....	211
Introduction .....	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger .....	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger .....	217

<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	223
--	-----

<b>Annexe statistique</b> .....	225
Classification des pays .....	226
Mode de pondération pour les données agrégées .....	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro .....	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	227
Tableaux annexes .....	229

## Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ? .....	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales .....	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère .....	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques .....	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme .....	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE .....	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications .....	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données .....	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE .....	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement .....	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE .....	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE .....	212

## Tableaux

I.1. Croissance de la production .....	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base .....	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme .....	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume .....	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions .....	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation .....	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref .....	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques .....	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE .....	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme .....	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme .....	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes .....	39
III.1. Prévisions pour la Chine .....	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	147
III.3. Prévisions pour le Brésil .....	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE .....	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes .....	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation .....	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE .....	219

## Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003 .....	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement .....	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro .....	9

I.4. Marges et taux d'utilisation .....	9
I.5. Taux de change effectifs réels .....	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis .....	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis .....	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE .....	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom .....	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel .....	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications .....	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE .....	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002 .....	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets .....	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE .....	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001 .....	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE .....	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998 .....	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions .....	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000 .....	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs .....	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998 .....	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger .....	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration .....	220

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions<sup>a</sup>

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>PIB en volume</b>									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
<b>Demande intérieure totale en volume</b>									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
<b>Inflation<sup>b</sup></b>									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
<b>Chômage</b>									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
<b>Balance courante</b>									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>c</sup></b>									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>Commerce mondial<sup>d</sup></b>									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

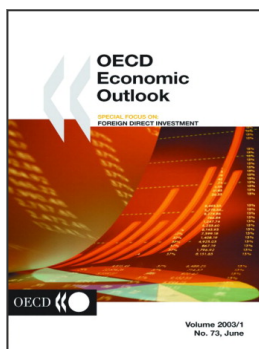
- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2003), « Tendances de l'investissement direct à l'étranger dans les pays de l'OCDE », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-37-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-37-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).